

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1972)
Heft: 181

Rubrik: Vaud

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

concerne les entreprises. Le Canton de Fribourg a manifestement besoin de revenus fiscaux additionnels pour développer son aménagement, un développement rendu d'autant plus nécessaire par l'industrialisation de ces dix dernières années. Selon les mots de Gérard Ayer, président du PSF, les socialistes n'accepteront pas « la capitalisation des profits et la socialisation des déficits ».

Politique sociale

Dans le domaine de la politique sociale, le PSF demande qu'une convention soit conclue entre médecins et caisse-maladie, et que soit réorganisée l'assurance-maladie des personnes âgées.

En ce qui concerne l'aménagement du territoire, les socialistes désirent l'instauration d'une véritable politique foncière, pour que se constituent des réserves foncières au service des équipements publics, du logement, de l'industrie et du tourisme. Telles sont les lignes directrices que le PSF proposait à son partenaire politique.

L'avènement formel d'un gouvernement de centre-gauche a donc été refusé par la majorité du Parti démocrate-chrétien. Les rangs traditionalistes de celui-ci ont su faire échouer la tentative d'instituer une action gouvernementale cohérente. Pourquoi ce refus ?

Les privilèges acquis

En tout premier lieu, il est évident que certaines propositions du programme minimum portent atteinte à des privilèges acquis. Ne serait-ce qu'en matière de fiscalité.

La fiscalité équitable inquiète les milieux d'affaires. Une campagne d'envergure nationale fort bien orchestrée tente actuellement de dissuader le Conseil d'Etat et le Grand Conseil d'approuver une élévation du taux d'imposition des entreprises à un niveau plus proche de la moyenne suisse.

Mais il ne faudrait pas non plus sous-estimer l'influence d'attitudes ancestrales. Pour beaucoup de démocrates-chrétiens conservateurs, collaborer

tant soit peu avec un parti de gauche — même démocratique — c'est encore et toujours s'acquiescer avec le diable !

Liberté d'action

Donc, refus du dialogue du côté parti majoritaire. De ce fait, le PSF conserve son entière liberté d'action. Comme l'a précisé Gérard Ayer, « par la voie de l'initiative législative au besoin, comme il l'a fait dans le domaine fiscal, il ne se fera pas faute de porter le cas échéant devant le peuple, au cours de la présente législature, les projets de réforme qui n'auraient pas eu l'agrément des autorités cantonales ».

VAUD

Où est-il facile d'être premier dans son village ?

Pas moins de douze communes vaudoises avaient en 1970 une population inférieure à cinquante habitants.

Nous les citons pour le charme des noms et pour que nos lecteurs testent leurs connaissances de la géographie vaudoise. Ce sont donc :

Villages	Habitants
Goumoens-le-Jux	20
Vaugondry	26
Champmartin	27
Villars-Epeney	27
Mézery-près-Donneloye	36
Bussigny-sur-Oron	38
La Rogivue	39
Villars-sous-Champvent	40
Arrissoules	41
Mauraz	41
Romairon	43
Mauborget	45

En revanche, neuf communes représentent le 52 % de la population vaudoise (Lausanne, Yverdon, Montreux, Vevey, Renens, Pully, Prilly, Morges, Nyon). Les communes de moins de 100 habitants sont 43. Celles de moins de 200 habitants, 147.

Un taux plancher

Le déséquilibre est évident. Ce n'est pas qu'une commune doive être condamnée par sa faiblesse numérique. Mais il semble qu'il devrait y avoir un taux plancher. En effet, la statistique donne le nombre des habitants; il faut réduire encore pour obtenir le nombre des citoyens et citoyennes. D'autre part, des tâches importantes, en rapport notamment avec l'aménagement du territoire, sont imposées aux communes. Comment y faire face avec une poignée d'habitants ?

Le regroupement dans ces cas ne serait pas le signe d'une perte d'autonomie, mais l'efficacité retrouvée.

Enfin, il faut tenir compte de l'évolution de la démographie. En 1850, une seule commune de moins de 50 habitants; aujourd'hui, 12.

Pas de marché

La « Deutsche National-Zeitung » (anciennement « Soldaten-Zeitung ») est vendue en Allemagne, en Argentine, en Australie, en Belgique, au Danemark, en Finlande, en Grèce, aux Pays-Bas, en Irak, en Islande, en Italie, au Canada, au Koweït, au Liban, au Portugal, en Arabie Saoudite, en Afrique du Sud, en Turquie, aux Etats-Unis et en Egypte. En revanche, le prix en franc suisse n'est pas indiqué. Tant mieux.

C'est à un tel journal ainsi qu'à la « Wirtschaftswoche » (hebdomadaire économique) qu'un grand homme de la IV^e Internationale (trozkyste), Ernest Mandel n'hésite pas à accorder des interviews.

Les extrêmes se touchent.

Pékin-sur-Arve

Parti en fanfare pour Pékin, le chef du Département genevois de justice et police est resté discret à son retour sur les motifs de son voyage en Chine populaire.

S'il s'est agi d'un simple séjour touristique, comme l'intéressé l'a prétendu, soulignons modestement la réception par des hauts fonctionnaires des Affaires étrangères et par le président de l'Assemblée nationale chinoise, sans oublier le rapport présenté ensuite à Berne à Pierre Graber. C'est décidément beaucoup pour un seul citoyen, fût-ce l'un des magistrats de la cité de Calvin.

Mais peut-être M. Schmitt est-il allé à Pékin entamer avec ce puissant voisin (le monde est si petit aujourd'hui) des négociations sur l'un des sujets que prévoit expressément l'article 8 de la Constitution fédérale : « Exceptionnellement les cantons conservent le droit de conclure, avec les Etats étrangers, des traités sur des objets concernant l'économie publique, les rapports de voisinage et de police... »

A moins que, plus modestement encore, le chef du Département de justice et police ne soit allé chercher dans le Céleste Empire une élection à de plus hauts destins, comme l'a fait avant lui un président américain soucieux, pour assurer sa réélection, d'améliorer son image de marque.

De toutes façons les Chinois sont aujourd'hui à la mode... et bien commodes pour certains : Pékin-sur-Arve.

Mais que M. Chevallaz, qui se sent lui aussi appelé à de plus hautes responsabilités, ne se décourage pas ! Il lui reste, comme à M. Mitterand, le Chili du camarade Allende.

JEANLOUIS CORNUZ A LU POUR VOUS

Le travail, youp, c'est la vie!

Sous la plume de Karl-Heinz Beck, je lis dans l'AZ du 23 mai un article consacré au travail des enfants :

« ... Une première convention avait déjà été acceptée en 1919, qui fixait l'âge minimum à quatorze ans, et cela pour toutes les branches de l'industrie. Malheureusement, le nombre des pays qui ratifièrent la dite convention fut assez restreint. Aussi, en 1937, une nouvelle convention, modifiée, fut mise sur pied, qui élevait l'âge minimum à quinze ans (...)

» Aujourd'hui, l'I.A.A. (Internationale Arbeitsamt) compte 122 membres, de riches pays industrialisés, et des pays pauvres, en voie de développement. Dans de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, c'est réalité quotidienne que de voir 50 % des jeunes de moins de quinze ans engagés plus ou moins dans un travail salarié régulier.

» Le statut social de la famille dans les pays en voie de développement est le plus souvent si catastrophique, que le travail salarié des enfants est une nécessité pour qui veut tout simplement survivre.

40 millions d'enfants

» Selon un rapport que l'I.A.A. a fait établir pour sa session de juin, non seulement 40 millions d'enfants ont un contrat de travail (*stehen in einem Arbeitsverhältnis*), mais ils doivent faire des travaux dangereux et nuisibles pour leur santé. C'est ainsi qu'une enquête menée dans un pays du Sud-Est asiatique a établi que garçons et filles travaillent dans des usines, qui fabriquent des bouteilles, des cigarettes, des bonbons, des biscuits et des poissons. Presque tous reçoivent un salaire absolument dérisoire et travaillent dans des locaux menaçant ruine. Nombre d'entre eux ont à peine dépassé leur sixième année.

» A quoi s'ajoute la troupe presque innombrable des enfants qui sont occupés à un travail à la maison (comme par exemple la confection de tapis), ou dans de petits magasins, ou dans des restaurants, hôtels, etc., ou encore gagnent leur vie en qualité de vendeurs dans les rues. Ainsi le nombre des enfants déjà engagés dans le monde du travail dépasse certainement de loin (le chiffre de 40 millions).

Sous le couvert de l'adoption

» Le rapport note ainsi que dans quelques pays d'Amérique centrale, du Moyen-Orient et d'Asie, l'usage règne d'arracher à leurs parents, ou supposés tels, de très jeunes enfants, principalement des filles, et de les transplanter de leur milieu campagnard dans les villes, où ils sont littéralement vendus en qualité de domestiques. En règle générale, ces enfants ne reçoivent aucun salaire, et l'opération se pare du beau nom d'adoption.

» La nouvelle convention (que l'I.A.A. essaye de mettre sur pied — réd.) doit contraindre les Etats à relever l'âge minimum pour le travail enfantin et s'est assigné à lointaine échéance le but de garantir à tous les jeunes (*Jugendliche* = mineurs) la possibilité de développer complètement leurs forces physiques et intellectuelles. Mais il faut bien dire que ce but ne saurait guère être atteint par un accord international, quelque solide qu'il soit (*hieb- und stichfest*), même s'il est ratifié. Il ne peut être atteint que par une juridiction internationale très stricte, dont l'application sera strictement contrôlée. »

Eh quoi ! Moi qui vivais dans l'euphorie que m'avaient procurée les propos du professeur Schaller, au sujet de ce niveau de bien-être sans précédent atteint par notre société capitaliste, et tel que je me demandais s'il restait encore quelque chose à faire... Il semblerait que tout n'est pas encore pour le mieux dans le meilleur des mondes !

J. C.